

# TABLE DES MATIÈRES

## LIVRE CINQUIÈME DES OBLIGATIONS

<b>Chapitre cinquième</b> – Des modalités de l’obligation .....	1
Section I – De l’obligation à modalité simple .....	1
§ 1. De l’obligation conditionnelle .....	1
<b>Art. 1497</b> .....	1
1. Généralités .....	1
2. Condition suspensive et condition résolutoire .....	2
3. L’obligation conditionnelle et l’obligation à terme : distinction et critères .....	5
4. L’événement conditionnel .....	9
A. L’événement doit être un élément extrinsèque .....	9
B. La bonne foi dans la réalisation de la condition .....	11
C. L’événement doit être futur et possible ..	12
5. Formulation de la condition .....	13
A. Formulation positive .....	13
B. Formulation négative .....	14
C. Condition rattachée à un acte bilatéral ou unilatéral .....	14
D. Condition imposée par une loi ou un règlement .....	15
E. Stipulation expresse .....	16
F. Renonciation à la condition suspensive ..	17

1) La renonciation peut-elle être considérée comme une novation? . . . . .	18
a) Renonciation unilatérale à la condition suspensive . . . . .	19
b) Renonciation bilatérale à la condition suspensive . . . . .	21
G. Particularités pour le contrat accessoire . . . . .	21
<b>Art. 1498.</b> . . . . .	22
1. Généralités . . . . .	23
<b>Art. 1499.</b> . . . . .	24
1. Généralités . . . . .	24
2. Impossibilité juridique . . . . .	26
3. Condition immorale . . . . .	26
4. Critères d'appréciation . . . . .	28
<b>Art. 1500.</b> . . . . .	30
1. Généralités . . . . .	30
2. Condition purement potestative ou facultative . . . . .	31
A. Applications particulières . . . . .	32
1) Courtier . . . . .	32
2) Contrat de travail . . . . .	33
3) Contrat de location . . . . .	34
B. Nullité de la condition ou nullité de l'obligation conditionnelle . . . . .	35
C. Critères d'appréciation . . . . .	37
3. Exception à la nullité d'une obligation purement potestative . . . . .	38
A. Condition résolutoire . . . . .	38
B. Obligation dépendant de la discrétion du créancier . . . . .	38
C. Obligation de faire ou de ne pas faire . . . . .	39
4. Condition simplement potestative . . . . .	40

5. L'obligation simple transformée en obligation purement potestative lors de son exécution . . . . .	42
<b>Art. 1501</b> . . . . .	44
1. Généralités . . . . .	44
2. Condition assujettie à un délai prévu . . . . .	45
3. Évaluation d'un délai raisonnable . . . . .	46
4. Conséquences de la certitude du non-accomplissement de la condition . . . . .	47
5. La défaillance de la condition doit être irréremédiable . . . . .	49
6. Renonciation à la condition . . . . .	50
<b>Art. 1502</b> . . . . .	51
1. Généralités . . . . .	51
<b>Art. 1503</b> . . . . .	52
1. Généralités . . . . .	52
2. Exception à l'application de la règle . . . . .	53
3. Éléments constitutifs de la présomption . . . . .	54
4. Conséquence de la présomption . . . . .	60
5. La défaillance de la condition doit être irréremédiable . . . . .	61
6. Responsabilité du vendeur envers le courtier immobilier . . . . .	66
7. Responsabilité de l'acheteur envers le courtier immobilier . . . . .	68
A. Distinction entre le courtier inscripteur et le courtier collaborateur . . . . .	69
B. Cas de la clause pénale . . . . .	69
8. Responsabilité extracontractuelle du vendeur . . . . .	70
<b>Art. 1504</b> . . . . .	72
1. Généralité . . . . .	72

2. Les droits du créancier conditionnel . . . . .	73
3. Les exceptions aux droits du créancier conditionnel . . . . .	73
<b>Art. 1505</b> . . . . .	74
1. Généralités . . . . .	75
<b>Art. 1506</b> . . . . .	75
1. Généralités . . . . .	76
2. Conséquences de l'effet rétroactif . . . . .	76
A. Condition suspensive . . . . .	76
B. Condition résolutoire . . . . .	77
C. La rétroactivité en cas de réalisation de la condition suspensive . . . . .	78
3. Exception à l'application de la règle de la rétroactivité . . . . .	80
A. À l'égard des tiers . . . . .	80
B. Contrats à exécution successive . . . . .	82
C. Calcul des intérêts . . . . .	82
D. Ventes immobilières . . . . .	83
4. Application dans divers domaines . . . . .	83
A. En matière de faillite . . . . .	83
B. En matière des contrats translatifs de propriété . . . . .	83
C. En matière des décisions judiciaires . . . . .	84
D. En matière matrimoniale . . . . .	85
<b>Art. 1507</b> . . . . .	87
1. Généralités . . . . .	88
2. La réalisation de la condition suspensive . . . . .	88
3. La réalisation de la condition résolutoire . . . . .	92
A. Effet de la réalisation . . . . .	92
B. Modalités de la restitution . . . . .	94
C. Distinction entre réalisation de la condition résolutoire et la sanction du défaut du débiteur . . . . .	95

4.	Contrat à exécution successive . . . . .	96
5.	Les risques relatifs à un contrat conditionnel . . . . .	98
§ 2.	De l'obligation à terme. . . . .	100
<b>Art. 1508.</b>	. . . . .	100
1.	Généralités . . . . .	100
A.	Droit à l'action et délai de prescription . . . . .	101
2.	Le terme sous différentes formes. . . . .	103
3.	L'obligation à terme et l'obligation conditionnelle: distinction et critères. . . . .	104
4.	Terme suspensif et exécution anticipée . . . . .	107
5.	Droits et obligations des parties avant l'arrivée du terme . . . . .	108
A.	Obligation conditionnelle et à terme . . . . .	108
6.	Terme extinctif . . . . .	109
7.	Terme conventionnel, terme légal ou judiciaire . . . . .	110
8.	L'obligation à exécution successive. . . . .	112
9.	Le terme ne peut être présumé. . . . .	112
<b>Art. 1509.</b>	. . . . .	113
1.	Notion et portée de la règle . . . . .	113
<b>Art. 1510.</b>	. . . . .	114
1.	Généralités . . . . .	114
2.	La réalisation de l'événement et la présomption de sa réalisation. . . . .	114
3.	Obligation assujettie à un terme et à une condition. . . . .	116
<b>Art. 1511.</b>	. . . . .	118
1.	Généralités . . . . .	119
2.	Présomption de terme stipulée en faveur du débiteur . . . . .	119

3.	Exceptions à la présomption . . . . .	120
A.	Exception résultant de la loi . . . . .	120
B.	Exception résultant de la volonté des parties ou des circonstances . . . . .	121
4.	Renonciation au bénéfice du terme . . . . .	122
A.	Exception : protection prévue par la <i>Loi sur l'intérêt</i> . . . . .	124
<b>Art. 1512</b>	. . . . .	126
1.	Généralités . . . . .	127
2.	Les parties conviennent de retarder le terme . . . . .	127
3.	Terme résultant de la nature de l'obligation . . . . .	130
<b>Art. 1513</b>	. . . . .	132
1.	Généralités . . . . .	133
2.	Terme stipulé au bénéfice du débiteur . . . . .	134
A.	Restitution de ce qui a été exécuté avant l'arrivée du terme . . . . .	134
B.	Droits du créancier avant l'échéance . . . . .	134
<b>Art. 1514</b>	. . . . .	135
1.	Généralités . . . . .	136
2.	Déchéance du bénéfice du terme prévue par la loi . . . . .	136
A.	Insolvabilité du débiteur . . . . .	137
B.	Faillite du débiteur . . . . .	140
1)	Compensation légale . . . . .	141
C.	Diminution des sûretés . . . . .	142
D.	Non-respect des conditions contractuelles . . . . .	143
3.	Déchéance en vertu d'une clause contractuelle . . . . .	146
4.	Les effets de la déchéance du terme . . . . .	150
A.	Sur la caution . . . . .	150
B.	Sur les codébiteurs solidaires . . . . .	151

5.	Point de départ du délai de la prescription .....	151
A.	Généralité .....	151
B.	Déchéance en cas de faillite .....	152
<b>Art. 1515</b>	.....	154
1.	Généralités .....	155
2.	Les effets de la renonciation ou la déchéance du bénéfice du terme .....	155
3.	Renonciation au bénéfice du terme par le débiteur .....	155
4.	Déchéance du bénéfice du terme .....	156
<b>Art. 1516</b>	.....	156
1.	Généralités .....	157
2.	Exceptions .....	157
A.	Diminution des sûretés fournies au créancier .....	157
B.	Conditions d'octroi du terme non respectées .....	158
<b>Art. 1517</b>	.....	158
1.	Généralités .....	159
2.	Contrat à exécution successive .....	159
3.	Forme du terme .....	160
Section II –	De l'obligation à modalité complexe .....	162
§ 1.	De l'obligation à plusieurs sujets .....	162
I –	De l'obligation conjointe, divisible et indivisible ...	162
<b>Art. 1518</b>	.....	162
1.	Notions générales .....	162
A.	Plusieurs débiteurs : sujets passifs ...	163
B.	Plusieurs créanciers : sujets actifs ...	164
2.	Obligation divisible et obligation conjointe .....	165

3.	Cas d'obligations conjointes.....	166
A.	Généralité.....	166
B.	Le bail résidentiel.....	167
C.	Présomption de solidarité.....	167
1)	Contrat de services ou d'exploitation d'une entreprise....	168
2)	Obligation contractée pour les besoins de la famille.....	168
<b>Art. 1519</b>	.....	172
1.	La règle: la divisibilité.....	173
2.	L'exception: l'indivisibilité.....	174
A.	Indivisibilité matérielle.....	175
B.	Indivisibilité intellectuelle.....	176
C.	Obligation en nature et obligation pécuniaire.....	177
D.	Le principe de l'indivisibilité de l'article 1561 C.c.Q.....	178
E.	Demande de nullité.....	178
F.	L'indivisibilité entre créanciers.....	179
G.	Obligation indivisible ayant plusieurs débiteurs et créanciers.....	179
3.	Conséquences de la divisibilité.....	180
4.	Conséquences de l'indivisibilité.....	180
<b>Art. 1520</b>	.....	181
1.	Notions générales et portée de la règle....	182
A.	Effets de l'indivisibilité.....	184
B.	Exception à l'indivisibilité: réclamation en dommages-intérêts....	186
<b>Art. 1521</b>	.....	188
1.	Notions générales et portée de la règle....	188
<b>Art. 1522</b>	.....	189
1.	Généralités.....	189



II – De l’obligation solidaire . . . . .	190
1. De la solidarité entre les débiteurs . . . . .	190
<b>Art. 1523</b> . . . . .	190
1. La notion de solidarité . . . . .	191
2. Solidarité passive . . . . .	192
A. Notions . . . . .	192
B. Cas d’application . . . . .	193
1) Lien de connexité entre les obligations . . . . .	193
3. Les effets de la solidarité parfaite . . . . .	194
A. L’extinction de l’obligation . . . . .	194
B. Mandat tacite entre les codébiteurs solidaires : mise en demeure . . . . .	195
C. Interruption du délai de prescription . . . . .	196
1) Règle générale : article 2900 C.c.Q. . . . .	196
2) Autres cas d’interruption du délai de prescription . . . . .	198
a) Règles prévues aux articles 2904 et 2909 C.c.Q. . . . .	198
b) L’impossibilité en fait d’agir . . . . .	198
3) Suspension du délai en matière d’actions collectives . . . . .	202
4) Entente avec l’un des auteurs du préjudice . . . . .	204
D) Divers cas de responsabilité solidaire . . . . .	205
1) Responsabilité de l’entrepreneur, du sous-entrepreneur, de l’architecte et de l’ingénieur . . . . .	205
a) Obligation de résultat des intervenants en construction . . . . .	206
b) Non-application de la théorie de représentation mutuelle . . . . .	206
c) Recours récursoire par l’intervenant poursuivi contre les autres intervenants . . . . .	207

2)	Responsabilité du commettant et du préposé. . . . .	209
3)	Responsabilité des débiteurs d'une obligation alimentaire . . . . .	211
4.	Solidarité parfaite et solidarité imparfaite: Distinctions . . . . .	212
A.	Solidarité parfaite . . . . .	214
B.	Solidarité imparfaite ou responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	215
1)	Notions et application . . . . .	215
2)	Responsabilité d'une personne morale avec son administrateur. . . . .	221
3)	Critique . . . . .	222
C.	La solidarité imparfaite ne produit pas les effets secondaires . . . . .	224
1)	Mise en demeure . . . . .	224
2)	Interruption du délai de prescription . . . . .	225
3)	Recours entre les codébiteurs . . . . .	225
D.	Cas particuliers de responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	227
1)	En matière de vente. . . . .	227
a)	La responsabilité <i>in solidum</i> du vendeur et du notaire . . . . .	227
b)	L'inspecteur préachat. . . . .	228
c)	Le courtier immobilier. . . . .	228
d)	Faute subsidiaire du professionnel. . . . .	228
2)	Le cas de fautes distinctes . . . . .	229
3)	Cas d'une personne ayant participé au dommage, mais n'étant pas poursuivie . . . . .	230
a)	Recours récursoire du coauteur poursuivi seul . . . . .	230
4)	La responsabilité <i>in solidum</i> de l'hôpital et du médecin . . . . .	232

5) Cas où l'objet de chacune des obligations assumées par les débiteurs est différent, mais implique une prestation identique dont l'exécution de l'une aura pour effet d'éteindre l'autre . . . . .	234
6) Cas où le demandeur est lié à chaque défendeur par un contrat distinct . . . . .	235
7) Cas où le demandeur se trouve dans l'impossibilité d'établir le lien de causalité entre la faute commise par chaque défendeur et le préjudice causé . . . . .	235
<b>Art. 1524</b> . . . . .	236
1. Notions générales et portée de la règle . . . . .	236
2. Responsabilités . . . . .	238
<b>Art. 1525</b> . . . . .	239
1. Généralité . . . . .	239
2. Contrats civils: la solidarité doit être expressément stipulée . . . . .	240
A. Solidarité dans les actes unilatéraux . . . . .	241
3. Solidarité stipulée par la loi . . . . .	242
4. Contrats conclus au cours des activités d'une entreprise . . . . .	243
A. Notions et portée de la règle . . . . .	243
1) Notion d'exploitation d'une entreprise . . . . .	245
2) Éléments permettant de conclure à l'exploitation d'une entreprise . . . . .	247
3) La notion d'entreprise: champ d'application . . . . .	249
a) Application en matière de règles de preuve . . . . .	249
b) Contrat de consommation . . . . .	249
c) Vente du bien d'autrui . . . . .	250

d)	Hypothèque mobilière sans dépossession . . . . .	250
e)	Détermination de la nature de l'activité de l'entreprise en matière de saisie. . . . .	250
B.	Renonciation au bénéfice de solidarité. . . . .	253
<b>Art. 1526.</b>	. . . . .	<b>253</b>
1.	Généralités et portée de la règle. . . . .	254
2.	La solidarité prévue à l'article 1526 C.c.Q. . . . .	254
A.	Fondements. . . . .	254
B.	Source de la solidarité parfaite . . . . .	256
C.	La responsabilité du consortium d'entreprises envers les tiers. . . . .	259
3.	Distinction avec la responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	259
A.	Existence de l'obligation <i>in solidum</i> . . . . .	259
B.	Généralités . . . . .	261
C.	Distinction avec l'article 1480 C.c.Q. . . . .	262
D.	Sources différentes de responsabilité . . . . .	264
1)	Critique à l'égard de la jurisprudence . . . . .	267
2)	Source commune de responsabilité. . . . .	269
E.	Effets de la responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	270
<b>Art. 1527.</b>	. . . . .	<b>271</b>
1.	Sources . . . . .	272
2.	Responsabilité pour l'inexécution de l'obligation . . . . .	272
A.	Principe et nature . . . . .	272
1)	Recours entre les codébiteurs . . . . .	274
a)	Distinction entre le recours subrogatoire et le recours récursaire. . . . .	274

b) Moyens de défenses pour les codébiteurs . . . . .	.276
B. Perte survenant après la demeure . . .	.277
C. Limitation de la représentation mutuelle . . . . .	.277
<b>Art. 1528</b> . . . . .	.279
1. Notions générales . . . . .	.279
2. Le droit des débiteurs d'évoquer la règle . .	.280
3. Application aux cautions solidaires . . . . .	.281
<b>Art. 1529</b> . . . . .	.282
1. Notions générales . . . . .	.282
2. Recours successifs . . . . .	.283
3. Appel en garantie . . . . .	.283
A. Champs d'application . . . . .	.283
B. Conditions relatives au droit d'appeler en garantie . . . . .	.285
1) Recours récursoire du coauteur poursuivi seul . . . . .	.287
C. Perte survenant après la demeure . . .	.288
1) Le cas de la responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	.288
4. La responsabilité pour les frais judiciaires . . . . .	.289
<b>Art. 1530</b> . . . . .	.290
1. Généralités . . . . .	.291
2. Les moyens de défense . . . . .	.291
A. Exceptions communes à tous les débiteurs . . . . .	.291
B. Exceptions simplement personnelles et purement personnelles . . . . .	.292
3. Distinction avec l'action en nullité . . . . .	.293
4. Distinction avec l'action en simulation . . .	.294
5. L'action en inopposabilité vise un droit personnel . . . . .	.294

<b>Art. 1531</b> .....	296
1. Notions générales .....	296
2. La portée de la règle de l'exception de subrogation .....	297
A. Le fait du créancier .....	297
1) Bénéfice pour le débiteur <i>in solidum</i> .....	298
2) Libération du débiteur. ....	300
a) Distinction entre la remise de dette totale et la remise de dette partielle .....	300
B. Le préjudice .....	301
3. Exceptions .....	302
<b>Art. 1532</b> .....	302
1. Généralités .....	303
2. Distinction avec la remise de dette. ....	303
<b>Art. 1533</b> .....	304
1. Notions générales et portée de la règle ...	305
<b>Art. 1534</b> .....	307
1. Notions générales et portée de la règle ...	307
2. Exception .....	308
<b>Art. 1535</b> .....	308
1. Généralités .....	309
<b>Art. 1536</b> .....	309
1. Notions générales .....	310
A. Fondement. ....	310
B. Distinction avec l'action en garantie pour vices cachés .....	312
C. Distinction avec le recours récursaire .....	313
2. Étendue de la règle à la caution .....	314
3. Délai de prescription. ....	315

4. Transaction entre le débiteur poursuivi et le créancier . . . . .	315
5. Subrogation aux droits du créancier . . . . .	316
A. Principe . . . . .	316
B. Exception . . . . .	316
<b>Art. 1537</b> . . . . .	317
1. Généralités . . . . .	318
2. Répartition de la dette entre les codébiteurs . . . . .	318
A. Application en matière contractuelle . . . . .	319
B. Application en matière extracontractuelle . . . . .	319
3. Exclusivité de l'intérêt du paiement . . . . .	320
A. Recours du codébiteur devenu caution envers le débiteur responsable . . . . .	320
<b>Art. 1538</b> . . . . .	321
1. Généralités . . . . .	322
A. Insolvabilité supportée par les codébiteurs . . . . .	322
B. Insolvabilité supportée par le <i>solvens</i> . . . . .	322
C. Insolvabilité assumée par le créancier . . . . .	323
<b>Art. 1539</b> . . . . .	324
1. Notions générales . . . . .	325
2. Portée de la règle . . . . .	325
A. Exceptions communes . . . . .	325
B. Exceptions personnelles . . . . .	325
3. Utilité de l'intervention ou de la mise en cause des codébiteurs . . . . .	326
<b>Art. 1540</b> . . . . .	327
1. Notions générales et portée de la règle . . . . .	328

<b>Art. 1541</b> .....	329
1. Principe et fondement. ....	329
A. Sources de la solidarité active .....	330
1) Solidarité conventionnelle.....	330
2) Solidarité résultant d'un jugement .....	330
B. Les effets des actes faits par l'un des cocréanciers et leur opposabilité. .	331
2. Distinction avec l'obligation indivisible ...	332
<b>Art. 1542</b> .....	333
1. Généralités .....	333
<b>Art. 1543</b> .....	334
1. Notions générales et portée de la règle ...	335
2. Effet de l'extinction de l'obligation à l'égard de l'un des cocréanciers .....	335
3. Obligation du créancier ayant obtenu le paiement .....	336
<b>Art. 1544</b> .....	336
1. Généralités .....	336
<b>Art. 1545</b> .....	337
1. Fondement de l'obligation alternative ...	338
2. Distinction avec l'obligation facultative ...	339
3. Distinction avec la clause pénale.....	340
4. Notion d'obligation conjonctive .....	342
<b>Art. 1546</b> .....	342
1. Notions générales et portée de la règle ...	342
2. Défaut de faire un choix dans le délai imparti .....	343
<b>Art. 1547</b> .....	344
1. Généralités .....	344



<b>Art. 1548</b> .....	345
1. Généralités.....	346
2. Impossibilité d'exécuter l'une des prestations.....	346
A. Impossibilité due à la faute du débiteur ou à une force majeure.....	346
B. Impossibilité due aux circonstances entourant la conclusion du contrat.....	347
3. Impossibilité d'exécuter les deux prestations.....	347
<b>Art. 1549</b> .....	348
1. Notions générales.....	349
A. Impossibilité d'exécuter l'une des prestations.....	349
B. Impossibilité d'exécuter les deux prestations.....	349
2. Distinction en fonction de la partie à qui appartient le choix.....	349
<b>Art. 1550</b> .....	350
1. Généralités.....	350
<b>Art. 1551</b> .....	351
1. Généralités.....	351
II – De l'obligation facultative.....	352
<b>Art. 1552</b> .....	352
1. Notions générales et portée de la règle.....	352
2. Impossibilité d'exécuter la prestation principale.....	354
3. Distinction avec la clause pénale.....	354
A. Clause pénale prévoyant un paiement à titre de pénalité.....	355
B. Clause pénale prévoyant un paiement à titre de dommages-intérêts.....	355
C. Choix de l'obligation à exécuter.....	356

<b>Chapitre sixième –</b>	De l'exécution de l'obligation . . . . .	357
Section I –	Du paiement . . . . .	357
§ 1.	Du paiement en général. . . . .	357
<b>Art. 1553.</b>	. . . . .	357
1.	Principes généraux. . . . .	357
2.	Nature et objet du paiement . . . . .	358
3.	Extinction de la dette par la prise en paiement du bien. . . . .	359
4.	Paiement par un tiers . . . . .	360
5.	Fardeau de preuve . . . . .	360
<b>Art. 1554.</b>	. . . . .	361
1.	Historique. . . . .	362
2.	La règle du premier alinéa : tout paiement exige une obligation . . . . .	363
A.	Notions générales. . . . .	363
1)	Existence de l'obligation . . . . .	363
a)	Prestation future. . . . .	363
B.	L'extinction des droits et des obligations par la prescription . . . . .	364
1)	Effet de la prescription . . . . .	364
2)	Renonciation à la prescription . . . . .	364
C.	Action en répétition de l'indu . . . . .	366
1)	Conditions . . . . .	366
a)	L'existence du paiement. . . . .	366
b)	L'absence d'obligation. . . . .	367
c)	Le paiement a été fait par erreur. . . . .	368
d)	Conditions relatives au créancier de bonne foi. . . . .	369
2)	Sanctions . . . . .	369
D.	Cas retenus comme paiement indu . . . . .	369
3.	La règle du deuxième alinéa : l'obligation naturelle . . . . .	370

A.	L'exécution volontaire .....	370
B.	Sources des obligations naturelles ...	371
C.	La reconnaissance d'une obligation juridique déjà éteinte.....	372
1)	Exécution partielle d'une obligation naturelle .....	373
D.	Défense de l'accipiens .....	374
<b>Art. 1555.</b>	.....	375
1.	Règle générale : le droit du tiers de payer ...	375
2.	Le paiement par le tiers : critères.....	378
A.	Le tiers qui a un intérêt dans le paiement .....	378
B.	Le tiers qui n'a pas intérêt dans le paiement .....	378
C.	Les ayants-cause du débiteur.....	379
3.	Conditions relatives à la validité du paiement par le tiers .....	380
A.	Le paiement doit être à l'avantage du débiteur .....	380
B.	Le paiement ne doit pas causer préjudice au créancier.....	381
C.	Capacité.....	382
4.	Effets du paiement fait par le tiers.....	382
A.	Le paiement ne constitue pas une reconnaissance de dette pour le débiteur .....	382
B.	Les recours du tiers.....	383
<b>Art. 1556.</b>	.....	384
1.	Généralités .....	384
2.	Conditions relatives à la validité du paiement .....	384
A.	Capacité du solvens .....	385
B.	Droit sur la chose ou la somme donnée en paiement .....	385
1)	Exceptions.....	386

<b>Art. 1557</b> .....	387
1. Généralités.....	387
2. Conditions relatives à l' <i>accipiens</i> .....	388
A. Personne autorisée à recevoir paiement.....	388
B. Le mandataire.....	389
1) Extinction ou révocation du mandat.....	390
2) Le paiement fait à un faux mandataire.....	391
a) L'obligation du débiteur ou du <i>solvens</i> .....	391
C. Cas du mandat apparent.....	392
1) L'absence de pouvoir de représentation.....	393
2) L'ignorance de bonne foi de l'absence de pouvoir du représentant.....	393
3) L'existence de motifs raisonnables.....	394
4) Les motifs raisonnables doivent émaner du mandant.....	395
D. Exceptions.....	395
1) La ratification.....	396
2) Le paiement profite au créancier.....	396
<b>Art. 1558</b> .....	397
1. Notions et portée de la règle.....	397
<b>Art. 1559</b> .....	400
1. Notions générales: définition et portée... ..	400
2. Conditions relatives à la validité du paiement.....	401
A. La bonne foi.....	402
1) La preuve de la bonne foi.....	403
a) Le fardeau de preuve.....	403

b) La présomption de l'article 2805 C.c.Q. ....	403
c) Appréciation de la bonne foi: une notion objective .....	404
d) Protection du créancier .....	404
B. La qualité du créancier apparent .....	406
<b>Art. 1560</b> .....	407
1. Généralités .....	408
2. L'existence d'une relation tripartite .....	409
3. Le principe de l'article 1560 C.c.Q. ....	409
A. Effets de la saisie-arrêt. ....	409
1) La priorité du créancier saisissant .....	409
2) Les obligations et droits des diverses parties .....	410
a) Tiers-saisi. ....	410
b) Créancier saisissant .....	411
c) Le débiteur saisi (créancier originaire du tiers-saisi) .....	411
4. Portée de la règle de l'article 1560 C.c.Q. .	412
5. Situations autres que la saisie-arrêt. ....	412
<b>Art. 1561</b> .....	413
1. Sources .....	414
2. L'exécution de l'obligation doit être conforme .....	414
A. Portée de la règle selon la nature de l'obligation .....	414
B. Objet de la prestation .....	415
C. La force majeure .....	416
D. Consentement .....	417
3. L'indivisibilité du paiement .....	417
A. Distinction entre l'indivisibilité de l'obligation et l'indivisibilité du paiement .....	418

B.	L'exception au principe de l'indivisibilité: la créance litigieuse. . . .	419
1)	Le principe . . . . .	419
2)	Distinction entre une offre de paiement et une offre conditionnelle . . . . .	422
3)	Les effets . . . . .	422
C.	La remise d'un chèque avec la mention « paiement final et total » . . .	423
1)	Libération . . . . .	423
2)	Courant jurisprudentiel divergent . . . . .	424
a)	Question de droit et de faits. . . . .	425
3)	Le paiement n'est pas nécessairement un mode d'extinction de l'obligation. . . . .	433
<b>Art. 1562.</b>	. . . . .	433
1.	La règle: notion et portée . . . . .	434
A.	Historique . . . . .	434
B.	Droit actuel: champ d'application de la règle . . . . .	435
<b>Art. 1563.</b>	. . . . .	436
1.	Évolution législative . . . . .	437
2.	Application de la règle . . . . .	437
<b>Art. 1564.</b>	. . . . .	438
1.	Notions et portée de la règle . . . . .	439
2.	Modes de paiement . . . . .	439
A.	Le paiement par mandat poste ou par chèque certifié . . . . .	440
B.	Le paiement par virement de fonds. . . . .	441
C.	Le paiement par retrait bancaire préautorisé . . . . .	443
D.	Le paiement en monnaie étrangère. . . . .	444
E.	Le paiement par simple chèque . . . . .	446

1) Principe . . . . .	446
2) Exception . . . . .	446
3) Paiement imparfait . . . . .	447
F. Le paiement par Internet . . . . .	448
<b>Art. 1565</b> . . . . .	449
1. Généralités . . . . .	450
2. Taux d'intérêt convenu . . . . .	450
3. Taux d'intérêt légal . . . . .	452
4. Le taux d'intérêt assimilable à un acte criminel . . . . .	452
<b>Art. 1566</b> . . . . .	453
1. Principe général . . . . .	454
2. La désignation conventionnelle . . . . .	455
3. L'absence de désignation . . . . .	455
A. Désignation implicite . . . . .	456
B. Le cas particulier du contrat de vente . . . . .	456
<b>Art. 1567</b> . . . . .	457
1. Généralités . . . . .	458
<b>Art. 1568</b> . . . . .	459
1. Généralités . . . . .	459
§ 2. De l'imputation des paiements . . . . .	462
<b>Art. 1569</b> . . . . .	462
1. Généralités . . . . .	462
2. Le principe . . . . .	463
3. Les cas particuliers : l'exécution des sûretés . . . . .	463
A. Le cautionnement . . . . .	463
B. La prise en paiement . . . . .	464
4. L'encaissement de chèque sans réserve . . . . .	464
5. Limites . . . . .	464

A.	Stipulation du terme .....	465
B.	Indivisibilité du paiement .....	465
C.	Non-applicabilité des règles d'imputation : dette payée par versements successifs .....	467
D.	Non-applicabilité des règles d'imputation : opérations bancaires . . .	467
E.	Évaluation par le tribunal. ....	467
<b>Art. 1570</b>	.....	468
1.	Principes généraux .....	468
2.	Restrictions au droit de l'imputation .....	469
A.	Consentement du créancier .....	469
B.	Champ d'application .....	469
C.	Effet .....	470
<b>Art. 1571</b>	.....	470
1.	Principe général .....	471
2.	Conditions d'exercice .....	471
3.	Exception : la nullité du contrat .....	472
<b>Art. 1572</b>	.....	472
1.	Source .....	473
2.	Les critères d'imputabilité .....	473
A.	L'exigibilité .....	474
B.	L'importance .....	474
C.	L'ancienneté .....	475
3.	Application des règles d'imputabilité à la demande d'un tiers .....	476
§ 3.	Des offres réelles et de la consignation .....	479
<b>Art. 1573</b>	.....	479
1.	Notions et définitions .....	480
2.	Conditions de validité .....	481
A.	Motifs qui justifient le recours à l'offre de paiement .....	482



1) La négligence du créancier . . . . .	482
2) Suspension des intérêts et pénalités . . . . .	483
B. L'offre de paiement doit être inconditionnelle . . . . .	483
1) L'offre doit être simple . . . . .	484
2) Cas où l'offre peut être conditionnelle . . . . .	485
a) L'action en passation de titre . . . . .	486
b) Action en annulation de contrat . . . . .	487
c) Offre formulée dans une demande reconventionnelle . . . . .	487
C. Lieu et date de l'offre de paiement . . . . .	489
D. Objet de l'offre de paiement . . . . .	490
E. Conditions générales . . . . .	491
<b>Art. 1574</b> . . . . .	492
1. Généralités . . . . .	492
2. Règle prévue au premier alinéa . . . . .	494
3. Règle prévue au deuxième alinéa . . . . .	494
A. Conditions de validité . . . . .	494
B. Le recours en passation de titre . . . . .	496
4. Paiement fait par un tiers . . . . .	497
<b>Art. 1575</b> . . . . .	497
1. Règles générales . . . . .	498
2. La forme de l'offre . . . . .	498
A. Offre en cours d'instance . . . . .	499
B. Offre par déclaration judiciaire . . . . .	499
3. La règle prévue à l'alinéa 2 . . . . .	499
4. Autres formes des offres réelles . . . . .	500
<b>Art. 1576</b> . . . . .	500
1. Généralités . . . . .	501

2.	Le mécanisme des offres réelles . . . . .	501
A.	Caractère obligatoire de la consignation . . . . .	501
B.	L'encaissement de la somme consignée . . . . .	503
3.	Le cas de l'action en passation de titre. . . . .	504
A.	Le défaut de consignation : évolution jurisprudentielle . . . . .	505
1)	Historiquement . . . . .	505
B.	Conditions d'application de l'exception jurisprudentielle . . . . .	506
1)	Facteurs pris en considération . . . . .	506
2)	La consignation est toujours requis . . . . .	507
3)	Le principe de l'exception d'inexécution . . . . .	508
4)	Le caractère exceptionnel du principe de l'arrêt Houlachi . . . . .	509
<b>Art. 1577.</b>	. . . . .	510
1.	Généralités . . . . .	511
2.	La règle du premier alinéa . . . . .	511
3.	La règle prévue au second alinéa . . . . .	511
4.	L'offre de remise du bien dans le cadre d'une procédure . . . . .	512
<b>Art. 1578.</b>	. . . . .	513
1.	Généralités . . . . .	513
<b>Art. 1579.</b>	. . . . .	514
1.	Principes généraux . . . . .	515
<b>Art. 1580.</b>	. . . . .	515
1.	Sources . . . . .	516
2.	La demeure de plein droit . . . . .	517
3.	Effets de la disposition prévue à l'article 1580 C.c.Q. . . . .	518

<b>Art. 1581</b> .....	519
1. Généralités.....	520
<b>Art. 1582</b> .....	521
1. Principes généraux.....	522
<b>Art. 1583</b> .....	523
1. Principes généraux.....	524
2. Le lieu de la consignation.....	524
3. La consignation en dehors d’instance.....	525
4. La consignation en cours d’instance.....	525
A. Le lieu.....	525
B. Conditions de validité.....	525
5. Les divers cas de consignation.....	526
A. La consignation dans le but d’opérer compensation.....	527
B. Cas prévus dans d’autres dispositions.....	529
1) Le contrat d’entreprise.....	529
2) Le contrat de vente.....	530
<b>Art. 1584</b> .....	531
1. Généralités.....	531
2. La consignation en dehors de l’instance...	532
3. La consignation en cours d’instance.....	532
<b>Art. 1585</b> .....	534
1. Principes généraux.....	534
<b>Art. 1586</b> .....	535
1. Effets des offres réelles et de la consignation.....	536
A. Principe.....	536
B. L’absence de consignation.....	537
C. Les offres insuffisantes.....	538

D. Les offres sur la partie non litigieuse de la créance . . . . .	539
1) La mention de règlement final . . . . .	539
2) L'exigence d'une quittance . . . . .	540
<b>Art. 1587</b> . . . . .	540
1. Source . . . . .	541
2. Principe . . . . .	541
3. Les exceptions . . . . .	541
A. L'action en passation de titre . . . . .	542
<b>Art. 1588</b> . . . . .	544
1. Historique . . . . .	544
2. Principe : la libération du débiteur au jour de la consignation . . . . .	545
A. La mise à la disposition du créancier des offres . . . . .	545
B. L'acceptation des offres ou la déclaration de validité des offres . . . . .	546
3. Le cas des offres insuffisantes . . . . .	548
<b>Art. 1589</b> . . . . .	548
1. Principes généraux . . . . .	548
Section II – De la mise en Œuvre du droit à l'exécution de l'obligation . . . . .	550
§ 1. Disposition générale . . . . .	550
<b>Art. 1590</b> . . . . .	550
1. Notions et fondement . . . . .	551
2. L'extinction des droits et des obligations par la prescription . . . . .	553
3. Les conditions préalables à l'exercice de l'un des recours prévus à l'article 1590 C.c.Q. . . . .	554
A. L'inexécution doit être injustifiée . . . . .	555
B. La mise en demeure . . . . .	556

1)	Utilité et nécessité de la mise en demeure . . . . .	557
a)	Réclamation en dommages-intérêts pour le retard . . . . .	557
b)	La mise en demeure formelle malgré la demeure de plein droit . . . . .	559
c)	Obligation de faire. . . . .	560
d)	L'obligation non pécuniaire . . .	561
e)	Obligation de ne pas faire . . .	562
2)	Modes de mise en demeure. . . . .	562
a)	Cas de vices cachés ou de vice de titre . . . . .	563
b)	Règle générale en matière des obligations en nature . . . . .	566
4.	Les recours offerts au créancier. . . . .	566
A.	L'exécution en nature . . . . .	567
1)	Limites au droit à l'exécution en nature . . . . .	567
a)	Atteinte aux droits fondamentaux du débiteur. . . . .	568
b)	Impossibilité d'exécution en nature. . . . .	569
c)	Respect des droits des tiers. . .	570
2)	Recours en injonction. . . . .	571
3)	Cas d'exécution en nature . . . . .	573
a)	En matière d'assurance . . . . .	573
b)	L'exécution en nature par un tiers . . . . .	576
c)	En droit du travail. . . . .	577
d)	Action en passation de titre. . .	577
4)	Recours accessible à tout créancier . . . . .	579
B.	La résolution ou la résiliation du contrat . . . . .	579
1)	Résolution ou résiliation d'un contrat pour faute . . . . .	579
2)	Résiliation du contrat sans faute. . .	581
a)	Résiliation du contrat à durée indéterminée . . . . .	582

3)	Cas particulier : résolution du contrat pour vice caché. . . . .	583
4)	Restrictions au droit à la résolution ou à la résiliation du contrat. . . . .	584
C.	Les dommages-intérêts ou la réduction de l'obligation corrélative . . .	585
D.	Mesures exceptionnelles . . . . .	587
E.	Conclusion . . . . .	587
§2.	De l'exception d'inexécution et du droit de rétention . . . . .	588
	<b>Art. 1591</b> . . . . .	588
1.	Généralités . . . . .	588
2.	Source . . . . .	589
3.	Portée et conditions d'application . . . . .	589
A.	Exécution simultanée des obligations . . .	591
B.	Inexécution substantielle ou totale . . .	592
C.	Le droit d'invoquer l'exception d'inexécution sans l'autorisation préalable de la Cour . . . . .	593
D.	Bonne foi . . . . .	594
E.	Applications particulières . . . . .	596
1)	En matière de location . . . . .	596
2)	Le droit des tiers de se prévaloir de l'exception d'inexécution . . . . .	597
a)	Le droit du sous-locataire de se prévaloir de l'exception d'inexécution . . . . .	597
b)	Le droit de la caution de se prévaloir de l'exception d'inexécution . . . . .	598
4.	Conservation du lien contractuel . . . . .	598
A.	Défense . . . . .	598
B.	Moyen de pression . . . . .	599
	<b>Art. 1592</b> . . . . .	602
1.	Notions générales et portée de la règle . . .	602

2.	Conditions d'application . . . . .	604
A.	Existence d'un contrat . . . . .	605
B.	Détention avec consentement. . . . .	606
C.	Créance intimement liée au bien détenu . . . . .	608
D.	Exigibilité de la créance . . . . .	608
E.	Droit de propriété sur le bien. . . . .	609
F.	Bonne foi . . . . .	610
3.	L'exécution de l'obligation par une seule partie. . . . .	611
4.	Opposabilité . . . . .	611
5.	Droit de rétention d'un avocat. . . . .	612
6.	Exceptions: contrat de consommation . . . .	612
7.	D'autres cas prévus dans le <i>Code civil</i> <i>du Québec</i> . . . . .	613
	<b>Art. 1593</b> . . . . .	614
1.	Notions et fondement . . . . .	614
2.	Droit réel sur le bien. . . . .	615
3.	Perte du droit de priorité. . . . .	616
A.	Dépossession volontaire . . . . .	616
B.	Dépossession involontaire. . . . .	617
§3.	De la demeure. . . . .	619
	<b>Art. 1594</b> . . . . .	619
1.	Modes de mise en demeure . . . . .	619
A.	La demeure par les termes du contrat: conditions de validité et d'application . . . . .	621
1)	La clause de demeure de plein droit . . . . .	621
2)	Stipulation relative à l'écoulement du temps. . . . .	623

3)	La clause de demeure de plein droit en relation avec le concept général de la bonne foi . . . . .	624
a)	Généralités . . . . .	624
b)	Clauses abusives dans leur application . . . . .	626
B.	La mise en demeure extrajudiciaire . . . . .	627
1)	Forme et contenu de la mise en demeure . . . . .	627
2)	Point de départ pour l'indemnité . . . . .	628
3)	Pluralité de débiteurs ou de créanciers . . . . .	628
4)	La réception de la mise en demeure . . . . .	629
C.	La demeure résultant de la demande en justice . . . . .	629
1)	Risques et désavantages . . . . .	630
2)	Demande reconventionnelle . . . . .	632
3)	Point de départ des intérêts et de l'indemnité additionnelle . . . . .	632
D.	La demeure par le seul effet de la loi . . . . .	633
E.	Exception de l'incompétence du débiteur . . . . .	634
1)	Principe d'équité . . . . .	635
2)	Fardeau de preuve . . . . .	636
<b>Art. 1595</b>	. . . . .	637
1.	Généralités . . . . .	638
2.	Définitions et notions . . . . .	638
3.	L'exception à la nécessité d'une mise en demeure . . . . .	640
4.	La mise en demeure comme condition à l'exercice d'un recours . . . . .	644
5.	L'absence de mise en demeure est une question de droit . . . . .	646
6.	Les effets de la mise en demeure . . . . .	646



7.	La forme et le contenu de la demeure extrajudiciaire . . . . .	647
A.	La forme de la mise en demeure . . . . .	647
B.	Le contenu de la mise en demeure . . . . .	650
C.	L'exigence d'une exécution dans un délai raisonnable . . . . .	652
1)	Exécution tardive . . . . .	653
2)	Le délai de grâce . . . . .	654
3)	Le délai déraisonnable . . . . .	654
4)	Clause contractuelle relative à l'écoulement du temps . . . . .	655
8.	Le droit à la mise en demeure . . . . .	656
A.	Droit du débiteur . . . . .	656
1)	Utilité de la mise en demeure . . . . .	657
B.	Droit de la caution . . . . .	657
9.	La mise en demeure préventive . . . . .	659
10.	Règles particulières en matière de vente . . . . .	660
A.	Dénonciation prévue aux articles 1738 et 1739 C.c.Q. . . . .	660
B.	Délai raisonnable . . . . .	663
C.	Forme de l'avis de dénonciation . . . . .	664
D.	Distinction entre l'avis de dénonciation et la mise en demeure . . . . .	664
<b>Art. 1596.</b>	. . . . .	666
1.	Notions et objectif . . . . .	666
2.	Condition d'application de la règle . . . . .	667
A.	L'exécution sans contestation . . . . .	667
B.	Cas d'une obligation en nature . . . . .	668
3.	La demande en justice visée par la règle . . . . .	669
4.	La demande reconventionnelle . . . . .	669
5.	Exceptions : cas où la mise en demeure n'est pas requise . . . . .	670

<b>Art. 1597</b> .....	671
1. Généralités.....	671
2. Cas de demeure de plein droit.....	672
A. L'écoulement du temps utile à l'exécution de l'obligation.....	672
1) Application aux contrats de location.....	673
a) Bail commercial.....	673
b) Bail résidentiel.....	674
B. Situations urgentes.....	675
C. Manquement à une obligation de ne pas faire.....	677
D. Faute ou intention de ne pas exécuter...	678
E. Obligation à exécution successive....	679
F. Refus du débiteur d'exécuter son obligation.....	680
1) Contrat d'entreprise.....	682
3. Interprétation restrictive.....	684
4. Exceptions développées par la jurisprudence.....	685
5. La résolution ou la résiliation du contrat...	686
6. Réclamation des intérêts.....	687
<b>Art. 1598</b> .....	687
1. Généralités.....	688
2. Notions et fondement.....	688
3. Interprétation restrictive par les tribunaux.....	689
4. Règle d'ordre public.....	691
<b>Art. 1599</b> .....	691
1. Notion et fondement.....	692
2. Responsabilité des codébiteurs solidaires...	693
3. Effets pour l'ensemble des créanciers....	694

4.	Application à la caution . . . . .	694
5.	Obligation conjointe et obligation indivisible: application <i>a contrario</i> . . . . .	695
<b>Art. 1600.</b>	. . . . .	696
1.	Notions générales et portée de la règle . . .	697
2.	Le droit aux intérêts et leur point de départ. . . . .	698
3.	Autre préjudice dont répond le débiteur . .	699
4.	La responsabilité du débiteur quant à la perte de la chose. . . . .	700
§4.	De l'exécution en nature . . . . .	702
<b>Art. 1601.</b>	. . . . .	702
1.	Sources . . . . .	702
A.	Conditions générales à l'exécution. . . .	704
2.	Notions générales relatives aux divers recours offerts au créancier . . . . .	705
A.	Principe général . . . . .	705
B.	Remarques relatives à la position du législateur . . . . .	706
C.	Les recours offerts au créancier en matière des obligations de faire . . . . .	708
1)	L'exécution forcée en nature. . . . .	708
a)	Limites à l'exécution en nature. . . . .	709
b)	Distinction entre débiteur personne physique et débiteur personne morale . . . . .	713
c)	Nuances avec l'obligation de ne pas faire . . . . .	714
2)	Recours en injonction: Critères de l'injonction mandatoire. . . . .	714
a)	Cas où l'injonction mandatoire est accordée . . . . .	715
b)	Cas où l'injonction mandatoire n'est pas le recours approprié . . . . .	717

3) Critères de l'injonction permanente . . . . .	718
4) Recours en exécution par équivalence judiciaire . . . . .	718
D. Les recours offerts au créancier en matière des obligations de ne pas faire . . . . .	719
1) Les recours en injonction . . . . .	720
a) La demande en injonction provisoire . . . . .	722
b) La demande en injonction interlocutoire . . . . .	726
c) La demande en injonction permanente . . . . .	730
d) Limites du droit à l'injonction . . . . .	732
2) Demande d'ordonnance de sauvegarde . . . . .	733
a) Les critères de l'ordonnance de sauvegarde . . . . .	733
E. Les recours offerts au créancier en matière des obligations de donner . . . . .	735
F. Cas particulier: Droit corporatif . . . . .	736
<b>Art. 1602</b> . . . . .	737
1. Notions et fondements . . . . .	737
2. Conditions relatives à l'exercice du droit du créancier . . . . .	739
A. La nature de l'avis . . . . .	739
B. Contenu de l'avis . . . . .	741
3. Défaut du créancier de donner un avis conforme . . . . .	742
4. Fardeau de preuve . . . . .	743
<b>Art. 1603</b> . . . . .	743
1. Notions générales . . . . .	744
2. Les moyens offerts au créancier: conditions et critères . . . . .	744

A.	L'obligation doit être susceptible d'exécution en nature.....	746
B.	Distinction avec la règle de l'article 1602 C.c.Q. ....	747
§5.	De la résolution ou de la résiliation du contrat et de la réduction de l'obligation.....	748
	<b>Art. 1604</b> .....	748
1.	Principes généraux.....	749
2.	Les conditions de la résolution ou de la résiliation.....	749
A.	Conditions d'application.....	750
1)	Contrat synallagmatique.....	750
2)	Inexécution totale ou partielle ...	751
a)	Contrats à exécution simultanée: résolution.....	752
b)	Contrat à exécution successive: résiliation.....	753
c)	Contrat de louage: résiliation judiciaire.....	755
3.	La résolution ou résiliation doit être raisonnable.....	759
A.	Exigences de la bonne foi.....	759
B.	Sanction d'une résolution ou résiliation déraisonnable.....	761
4.	Exception au droit à la résolution ou la résiliation.....	763
5.	La réduction proportionnelle de l'obligation corrélative.....	765
6.	Le recours en dommages-intérêts.....	767
	<b>Art. 1605</b> .....	768
1.	Notions générales.....	769
2.	Le droit à la résolution ou à la résiliation de plein droit.....	770
A.	Notions et principes.....	770

B.	Conditions générales . . . . .	774
C.	La bonne foi est de mise . . . . .	775
D.	Le débiteur doit être constitué en demeure . . . . .	776
E.	Le créancier doit aviser le débiteur de son intention de considérer le contrat résolu ou résilié à l'expiration du délai. . . . .	779
F.	Le défaut du débiteur doit être important. . . . .	783
G.	Le défaut du débiteur doit être injustifié. . . . .	785
	1) Inexécution injustifiée . . . . .	785
	2) Exceptions : cas où la résiliation peut avoir lieu sans faute. . . . .	787
H.	Application particulière en matière de vente . . . . .	788
I.	Limite à la résiliation ou résolution extrajudiciaire du fait de la conduite du créancier. . . . .	789
J.	Conclusions relatives à la résolution ou la résiliation . . . . .	790
K.	La clause résolutoire en relation avec le concept général de bonne foi. . . . .	791
	1) Clauses résolutoires abusives lors de leur application. . . . .	791
	2) Clause de demeure de plein droit rattachée à une clause résolutoire . . . . .	792
3.	Le maintien de la résolution ou de la résiliation judiciaire : les exceptions à la règle générale . . . . .	793
A.	En matière de vente mobilière. . . . .	794
B.	En matière de louage. . . . .	794
	1) Louage immobilier . . . . .	794
	a) Bail de logement . . . . .	795
	b) Bail commercial. . . . .	798
C.	Le bail emphytéotique. . . . .	805

D. La vente immobilière.....	805
E. La vente à tempérament.....	807
F. Le mandat.....	807
4. Renonciation au droit de résiliation du contrat.....	808
A. Clause de renouvellement au bénéfice d'une seule partie.....	809
<b>Art. 1606.....</b>	<b>810</b>
1. Notions générales.....	810
2. Effets de la résolution.....	811
A. Cas de la faillite.....	812
B. Obligation de restitution.....	813
1) Cas d'impossibilité de restitution.....	814
3. Effets de la résiliation.....	815
A. Réclamation d'une indemnité supplémentaire.....	816
§ 6. De l'exécution par équivalent.....	817
I – Dispositions générales.....	817
<b>Art. 1607.....</b>	<b>817</b>
1. Notions générales.....	817
2. Dommage direct et immédiat : définition et conditions.....	818
A. Assouplissement du critère du dommage direct.....	821
B. Cas d'application stricte du critère du dommage direct.....	823
3. Critères particuliers à la responsabilité contractuelle.....	824
A. Le dommage doit être prévisible.....	824
B. La victime par ricochet.....	824
4. Le dommage direct et le lien de causalité.....	826
A. Pouvoir discrétionnaire du juge.....	826

B.	La preuve requise . . . . .	827
C.	Cas de rupture du lien de causalité . . . . .	828
D.	La condition de la victime avant l'accident . . . . .	829
E.	Autres facteurs à considérer lors de l'évaluation du dommage . . . . .	830
5.	Moment de l'évaluation du dommage . . . . .	830
6.	Indemnisation du préjudice moral et esthétique . . . . .	831
7.	Préjudice corporel . . . . .	833
8.	Dommages exemplaires ou punitifs : objectif et critères d'attribution . . . . .	834
<b>Art. 1608.</b>	. . . . .	836
1.	Notions générales . . . . .	837
A.	Fondements et portée de la règle . . . . .	837
B.	Exception : la subrogation . . . . .	840
1)	Cas de la subrogation légale . . . . .	841
2)	Cas de la subrogation conventionnelle . . . . .	844
3)	Validité de la clause de cession de droit de priorité . . . . .	844
C.	Cas des prestations non indemnitaires . . . . .	845
<b>Art. 1609.</b>	. . . . .	847
1.	Objectifs . . . . .	848
2.	Champs d'application : conditions . . . . .	848
A.	Préjudice visé . . . . .	849
B.	Personnes visées . . . . .	850
C.	Période couverte . . . . .	850
D.	Nullité relative . . . . .	850
E.	Interprétation restrictive . . . . .	850
<b>Art. 1610.</b>	. . . . .	851
1.	Généralités . . . . .	851



2.	L'action en dommages-intérêts par une personne morale.....	854
II –	De l'évaluation des dommages-intérêts .....	855
1.	De l'évaluation en général .....	855
	<b>Art. 1611</b> .....	855
1.	Sources .....	855
2.	Portée et critères d'application .....	856
3.	Cas d'illustration .....	857
A.	En matière de vente.....	857
B.	Contrat de louage.....	860
C.	Contrat d'entreprise et de prestation de services.....	862
D.	Contrat de mandat.....	865
E.	Contrat de franchise .....	865
4.	Préjudice futur.....	866
A.	En matière contractuelle .....	866
1)	Préjudice matériel: un dommage certain .....	866
2)	Perte de revenus.....	868
3)	Perte de chance.....	868
B.	En matière extracontractuelle.....	871
1)	Généralités .....	871
2)	Perte de chance.....	871
3)	Préjudice corporel .....	872
4)	Préjudice corporel futur .....	872
5)	Perte de revenus.....	873
6)	Diffamation .....	875
7)	Soins et déboursés .....	875
8)	Préjudice moral ou d'agrément ..	875
9)	Cas particuliers .....	876
	<b>Art. 1612</b> .....	877
1.	Généralités.....	877
A.	Fondements.....	877

B.	Définition.....	878
2.	Applications particulières .....	879
A.	Le secret commercial dans le cadre du contrat de travail.....	879
1)	En présence d'une clause de confidentialité .....	879
2)	En l'absence de clause de confidentialité .....	880
B.	Le secret commercial dans le cadre du contrat commercial.....	880
1)	La divulgation précontractuelle..	880
2)	La divulgation durant le contrat ou ultérieurement.....	880
C.	Existence d'une clause pénale .....	881
1)	Application entre les parties.....	881
2)	L'application de la clause pénale à un tiers .....	881
<b>Art. 1613</b>	.....	882
1.	Notions générales .....	883
2.	Les conditions d'octroi de dommages-intérêts .....	884
A.	Dommages prévisibles .....	885
1)	Définitions et critères .....	885
2)	Faute contractuelle et extracontractuelle .....	889
3)	Exceptions.....	890
a)	Cas prévus dans la loi.....	890
b)	Faute intentionnelle ou lourde.....	891
3.	Dommages directs et immédiats .....	893
A.	Principe .....	893
B.	Cas d'illustration: dommages directs..	895
C.	Cas d'illustration: dommages indirects.....	897
D.	Cas particulier: vices cachés .....	898

4. Fautes commises par plusieurs intervenants . . . . .	901
5. Faute du créancier . . . . .	901
6. La preuve requise en cas de perte de revenus . . . . .	902
7. L'obligation de minimiser les dommages . . . . .	903
8. Dommages-intérêts conventionnels . . . . .	904
<b>Art. 1614</b> . . . . .	905
1. Historique . . . . .	905
2. Portée de la règle . . . . .	906
<b>Art. 1615</b> . . . . .	908
1. Notions générales et fondements . . . . .	909
2. Conditions d'application . . . . .	910
A. Détérioration de l'état de santé . . . . .	910
B. Incertitude quant à l'évolution de l'état de santé . . . . .	912
C. Délai de réserve . . . . .	913
3. Cas de refus de la réserve de droit . . . . .	914
A. Cas de stabilisation de l'état de santé . . . . .	914
B. Cas de détermination précise du préjudice corporel . . . . .	915
4. Restrictions . . . . .	917
5. Demande collective . . . . .	918
<b>Art. 1616</b> . . . . .	918
1. Principe: paiement en capital . . . . .	919
2. Option: paiement différé . . . . .	919
3. Cas du mineur . . . . .	920
<b>Art. 1617</b> . . . . .	922
1. Portée générale et champ d'application . . . . .	923
A. Règle générale . . . . .	923

B.	Obligation prévue dans un jugement . . .	924
1)	Cas de la pension alimentaire. . . . .	925
2.	Modalités d'application. . . . .	928
A.	Taux d'intérêt convenu entre les parties . . . . .	928
B.	Les cas d'application du taux légal . . .	929
1)	Taux d'intérêt mentionné sur la facture . . . . .	931
C.	Le point de départ des intérêts : la demeure. . . . .	932
1)	Demeure de plein droit . . . . .	932
2)	Demeure extrajudiciaire . . . . .	933
D.	Droit aux intérêts. . . . .	935
3.	Domages-intérêts additionnels . . . . .	936
A.	Conditions de validité de la clause. . . .	937
B.	Augmentation du taux d'intérêt. . . . .	941
C.	Distinction avec la clause pénale . . . .	941
4.	Cas de non-application de l'article 1617 C.c.Q. . . . .	942
<b>Art. 1618</b>	. . . . .	943
1.	Notions et objectifs . . . . .	944
2.	Pouvoir discrétionnaire du juge . . . . .	945
A.	Facteurs déterminants . . . . .	945
B.	L'exercice du pouvoir discrétionnaire. .	950
3.	Fixation d'intérêts en matière familiale . .	951
4.	Distinction entre les articles 1617 et 1618 C.c.Q. . . . .	952
5.	Conditions d'application . . . . .	955
<b>Art. 1619</b>	. . . . .	956
1.	Notions et objectifs . . . . .	957
2.	L'indemnité additionnelle doit être demandée dans les procédures . . . . .	958

3.	Le refus de l'indemnité additionnelle doit être motivé . . . . .	959
A.	Le retard dans les procédures . . . . .	961
B.	La présence d'un taux d'intérêt conventionnel élevé . . . . .	962
C.	La mauvaise foi du défendeur . . . . .	962
D.	L'équité . . . . .	963
E.	La violation d'une disposition d'ordre public . . . . .	963
F.	La discrétion du tribunal . . . . .	964
4.	Le point de départ de l'indemnité additionnelle . . . . .	965
A.	Pouvoir discrétionnaire du tribunal . . . . .	965
B.	L'intervention de la Cour d'appel . . . . .	968
5.	Lois particulières et indemnité additionnelle . . . . .	969
6.	Le calcul de l'indemnité additionnelle . . . . .	970
7.	L'attribution de l'indemnité additionnelle en matière familiale . . . . .	971
8.	L'indemnité additionnelle ne peut être accordée sur la pénalité . . . . .	972
9.	L'indemnité additionnelle doit être prise en considération pour déterminer la valeur de l'objet du litige en appel . . . . .	973
10.	La prise en compte des intérêts et de l'indemnité additionnelle dans la détermination de la juridiction de la Cour du Québec . . . . .	974
<b>Art. 1620.</b>	. . . . .	976
1.	Principe général . . . . .	976
2.	Exceptions . . . . .	977
A.	Exception prévue par la loi . . . . .	978
B.	Exception conventionnelle . . . . .	978

1) Validité de la clause d'intérêts sur les intérêts échus . . . . .	979
2) Le point de départ du calcul de l'anatocisme . . . . .	981
3) Conflit en présence de lois particulières . . . . .	981
C. Exception en cas de demande expresse . . . . .	982
<b>Art. 1621</b> . . . . .	984
1. Notions générales . . . . .	984
2. Mise en application . . . . .	987
A. Critères d'attribution . . . . .	988
1) La gravité de la faute . . . . .	988
2) La situation patrimoniale du défendeur . . . . .	990
3) L'étendue de la réparation . . . . .	991
4) La prise en charge de la réparation par un tiers . . . . .	991
B. L'impact de circonstances particulières . . . . .	992
C. L'exigence d'une disposition particulière . . . . .	997
D. L'exigence d'un acte intentionnel . . . . .	998
3. En matière contractuelle . . . . .	1002
4. Condamnation solidaire . . . . .	1005
<b>Art. 1622</b> . . . . .	1008
1. Notions générales . . . . .	1009
A. Origine de la clause pénale : aperçu historique . . . . .	1009
B. Définition et conditions . . . . .	1011
C. Validité de la clause pénale . . . . .	1012
D. Conditions d'application . . . . .	1014
E. La clause pénale : dommages-intérêts moratoires ou compensatoires . . . . .	1019

2.	La diversité de la clause pénale .....	1021
3.	Cas particuliers .....	1022
	A. Clause relative aux frais et honoraires extrajudiciaires .....	1022
	1) Exceptions .....	1023
	2) Clause pénale dans un contrat de travail .....	1024
	B. Application des règles de responsabilité civile .....	1024
4.	La clause pénale dans un contrat d'entreprise ou de prestation de services ..	1025
5.	La clause pénale est-elle opposable aux tiers? .....	1028
6.	Disposition d'ordre public .....	1031
7.	Exceptions .....	1032
<b>Art. 1623.</b>	.....	1032
1.	Notions générales .....	1033
	A. Validité de la clause pénale .....	1033
	B. Application de l'article 1623 C.c.Q. ...	1034
2.	Objectifs de la clause pénale et révision du montant .....	1037
	A. Fardeau de la preuve .....	1037
3.	Analyse de la clause pénale .....	1038
	A. Qualification du contrat .....	1038
	B. Méthodes et critères d'évaluation ...	1039
	1) Point de référence: la formation du contrat .....	1040
	2) Point de référence: la mise en application .....	1041
	C. Caractéristiques de la clause pénale abusive .....	1041
4.	Pouvoir discrétionnaire des tribunaux: étendue et limites .....	1044
	A. Principes suivis .....	1044

B.	Montant jugé excessif ou déraisonnable allant à l'encontre de la bonne foi . . . . .	1047
C.	Éloignement des obligations essentielles et usuelles d'un contrat de même nature . . . . .	1050
D.	Disproportion entre la pénalité et le préjudice subi . . . . .	1052
E.	Cas particuliers . . . . .	1055
1)	Le contrat de vente d'entreprise . . . . .	1055
2)	La transaction de règlement hors Cour . . . . .	1055
5.	Controverses jurisprudentielles . . . . .	1056
	<b>Art. 1624</b> . . . . .	1059
1.	Notions générales et portée de la règle . . . . .	1059
	<b>Art. 1625</b> . . . . .	1061
1.	Notions générales et portée de la règle . . . . .	1061
Section III – De la protection du droit à l'exécution de l'obligation . . . . .		
	de l'obligation . . . . .	1062
§ 1.	Des mesures conservatoires . . . . .	1062
	<b>Art. 1626</b> . . . . .	1062
1.	Notions générales et portée de la règle . . . . .	1063
§ 2.	De l'action oblique . . . . .	1065
	<b>Art. 1627</b> . . . . .	1065
1.	Définition et objectifs . . . . .	1065
A.	Définition . . . . .	1065
B.	Objectifs visés par l'action . . . . .	1066
C.	Restrictions . . . . .	1067
2.	Droits et actions pouvant être exercés par une action oblique . . . . .	1067
A.	Exercice par les créanciers . . . . .	1067
B.	Exercice par le syndic de la faillite . . . . .	1068



3.	Les limites ou restrictions à l'exercice des droits et d'actions du débiteur . . . . .	1069
A.	Les droits extrapatrimoniaux . . . . .	1069
1)	Exceptions . . . . .	1070
B.	Les biens insaisissables . . . . .	1071
C.	Les biens qui font l'objet d'une division du patrimoine permise par la loi . . . . .	1073
1)	Les patrimoines d'affectation . . . . .	1073
2)	La séparation du patrimoine en matière de succession . . . . .	1073
3)	En matière de droits des sociétés . . . . .	1074
4.	Conditions relatives à l'exercice de l'action oblique . . . . .	1074
A.	Conditions relatives au débiteur . . . . .	1074
1)	L'inaction du débiteur . . . . .	1074
2)	La mise en cause du débiteur . . . . .	1075
B.	Conditions relatives au créancier . . . . .	1076
1)	L'intérêt du créancier . . . . .	1076
2)	L'existence d'une créance certaine . . . . .	1077
C.	Conditions quant au droit exercé . . . . .	1079
<b>Art. 1628.</b>	. . . . .	1079
1.	Généralités . . . . .	1080
2.	La liquidité de la créance . . . . .	1080
3.	L'exigibilité de la créance . . . . .	1080
<b>Art. 1629.</b>	. . . . .	1081
1.	Notions générales et portée de la règle . . . . .	1081
<b>Art. 1630.</b>	. . . . .	1082
1.	Le principe . . . . .	1082
2.	Les exceptions . . . . .	1083

§ 3. De l'action en inopposabilité . . . . .	1084
<b>Art. 1631</b> . . . . .	1084
1. Généralités . . . . .	1084
2. Nature et objectifs . . . . .	1085
3. Restrictions : actes ne pouvant être attaqués . . . . .	1086
A. Droits extrapatrimoniaux . . . . .	1086
B. Exceptions . . . . .	1088
4. Distinction entre l'action en déclaration de simulation et l'action en inopposabilité . . . . .	1090
A. L'action en déclaration de simulation . . . . .	1090
B. L'action en inopposabilité . . . . .	1091
1) Recours exercé par le syndic à la faillite . . . . .	1092
a) Recours selon la <i>Loi sur                        la faillite et l'insolvabilité</i> . . . . .	1092
b) Recours en vertu du <i>Code                        civil du Québec</i> : recours cumulatifs . . . . .	1094
c) Recours d'un créancier malgré la faillite . . . . .	1094
5. Conditions relatives à l'exercice de l'action en inopposabilité . . . . .	1095
A. Conditions relatives au créancier . . . . .	1095
1) Intérêt réel, personnel et effectif . . . . .	1095
2) La mise en péril de la créance ou l'existence d'un préjudice . . . . .	1096
a) La preuve de l'insolvabilité . . . . .	1096
3) L'acte attaqué peut être conclu avec le créancier poursuivant . . . . .	1098
B. Conditions relatives à l'acte attaqué . . . . .	1098
1) L'existence d'un acte juridique ou d'un paiement fait en vertu d'un tel acte émanant du débiteur . . . . .	1098

2)	Le caractère préjudiciable de l'acte . . . . .	1100
3)	Le caractère frauduleux de l'acte . . . . .	1103
4)	Conditions relatives au tiers contractant . . . . .	1106
5)	Conditions relatives à la créance . . . . .	1107
6.	Autres recours permettant de faire déclarer un acte inopposable . . . . .	1107
<b>Art. 1632.</b>	. . . . .	1110
1.	Origine de la règle . . . . .	1110
2.	La présomption de fraude . . . . .	1111
A.	Généralités . . . . .	1111
B.	Conditions d'application de la présomption légale prévue à l'article 1632 C.c.Q. . . . .	1112
1)	Conditions relatives à l'acte juridique . . . . .	1113
2)	Conditions relatives au débiteur . . . . .	1115
3)	Conditions relatives au tiers cocontractant . . . . .	1116
a)	La notion d'insolvabilité . . . . .	1116
b)	La présomption de connaissance . . . . .	1118
c)	La défense de bonne foi . . . . .	1121
<b>Art. 1633.</b>	. . . . .	1126
1.	Notions et champs d'application . . . . .	1126
2.	Condition d'application de la présomption légale prévue à l'article 1633 C.c.Q. . . . .	1127
A.	Le contrat à titre gratuit ou paiement fait en exécution d'un tel contrat . . . . .	1129
1)	Contrat à titre gratuit . . . . .	1129
2)	Le paiement effectué en vertu d'un acte à titre gratuit . . . . .	1130
3)	Testament . . . . .	1131

4) Cause de l'acte accompli par le débiteur .....	1131
B. L'insolvabilité du débiteur .....	1132
C. Créance antérieure .....	1135
3. Nature de la présomption.....	1135
<b>Art. 1634</b> .....	1136
1. Conditions relatives à la créance .....	1136
A. Évolution.....	1136
B. Qualité de la créance.....	1138
C. Antériorité de la créance .....	1141
<b>Art. 1635</b> .....	1142
1. Notion générale .....	1143
2. La nature du délai.....	1143
3. Point de départ du délai .....	1145
4. Recours en vertu de l'article 38 de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> .....	1147
5. Possibilité d'intenter l'action au-delà du délai d'un an .....	1151
A. L'impossibilité d'agir.....	1152
1) L'impossibilité d'agir en fait .....	1152
2) Impossibilité d'agir en raison de la faillite .....	1153
<b>Art. 1636</b> .....	1156
1. Les effets de l'action en inopposabilité. ....	1157
A. Les bénéficiaires : Les créanciers poursuivants .....	1157
1) Exceptions .....	1159
a) Les créanciers prioritaires et hypothécaires .....	1159
b) Les tiers de bonne foi.....	1159
B. L'effet de l'inopposabilité de l'acte entre le débiteur et le tiers .....	1160

<b>Chapitre septième – De la transmission et des mutations de l’obligation</b> . . . . .	1161
Section I – De la cession de créance . . . . .	1161
§ 1. De la cession de créance en général . . . . .	1161
<b>Art. 1637</b> . . . . .	1161
1. Généralités . . . . .	1162
2. Notions et objectifs . . . . .	1162
A. Définition . . . . .	1162
B. Utilité et objectifs . . . . .	1163
3. Conditions de validité . . . . .	1164
A. Conditions générales . . . . .	1164
B. Conditions relatives à l’opposabilité . . . . .	1165
4. Distinction entre la cession de créance et les autres institutions . . . . .	1166
A. Cession de bail . . . . .	1167
1) Distinctions du bail de logement aux autres types de baux . . . . .	1168
2) Extinction des accessoires . . . . .	1170
3) Cautionnement donné en raison des fonctions . . . . .	1171
4) Distinction avec le transfert de bail suite à la vente de l’immeuble par l’ancien locateur . . . . .	1173
5. Les droits pouvant être cédés . . . . .	1173
A. Créance ou droit d’action . . . . .	1173
1) Généralité . . . . .	1173
2) Conditions relatives à la créance ou au droit d’action cédé . . . . .	1174
a) Droit litigieux . . . . .	1174
b) Créance conditionnelle ou à terme . . . . .	1175
c) Droit de préférence . . . . .	1176
6. Droits incessibles . . . . .	1178

7. Le rapport entre le débiteur cédé et le cessionnaire . . . . .	1180
8. La cession de loyers . . . . .	1181
A. Notions générales. . . . .	1181
B. Nature . . . . .	1182
C. Rapports entre le créancier cessionnaire et le locataire . . . . .	1184
D. Rapports entre le créancier cessionnaire et les autres créanciers du locateur. . . . .	1187
E. Le rapport entre le cessionnaire et le locateur cédant. . . . .	1188
<b>Art. 1638.</b> . . . . .	1190
1. Notions générales . . . . .	1190
A. Évolution . . . . .	1190
B. Définition. . . . .	1191
1) Distinction avec la novation et la subrogation . . . . .	1191
2) Les intérêts échus . . . . .	1193
<b>Art. 1639.</b> . . . . .	1194
1. Garantie légale: portée et restrictions . . . . .	1194
A. Portée de la règle. . . . .	1194
B. Interprétation et restrictions. . . . .	1195
2. Garanties conventionnelles . . . . .	1196
A. Risques assumés par le cédant . . . . .	1196
1) Responsabilité des administrateurs et actionnaires. . . . .	1197
<b>Art. 1640.</b> . . . . .	1198
1. Notions générales . . . . .	1199
A. Portée de la règle. . . . .	1199
B. Clause « de fournir et de faire valoir » . . . . .	1199

<b>Art. 1641</b> .....	1201
1. Évolution des moyens de signification de la cession de créance .....	1202
2. Conditions relatives à la validité .....	1203
A. Conditions générales .....	1203
B. Formalités relatives à l'opposabilité: Les différents mécanismes .....	1204
1) L'acquiescement ou l'acceptation du débiteur de la cession .....	1205
2) La réception par le débiteur d'une copie ou d'un extrait pertinent de la cession de créance .....	1207
3) Le débiteur qui ne peut être trouvé au Québec .....	1209
3. Rapport entre le cessionnaire et le débiteur cédé .....	1209
4. Extension du champ d'application de l'article 1641 C.c.Q. aux hypothèques ..	1210
<b>Art. 1642</b> .....	1211
1. Notions générales .....	1212
2. Universalité de créances: formalités du RDPRM .....	1213
3. Application pratique de la règle .....	1215
<b>Art. 1643</b> .....	1215
1. Généralités .....	1216
2. Moyens de défense du débiteur cédé .....	1217
3. Conditions .....	1218
<b>Art. 1644</b> .....	1219
1. Notions générales .....	1220
2. Exception .....	1221
<b>Art. 1645</b> .....	1222
1. Notions générales .....	1222

<b>Art. 1646</b> .....	1223
1. Introduction.....	1224
2. L'ordre de collocation.....	1224
3. Le champ d'application.....	1225
§ 2. De la cession d'une créance constatée dans un titre au porteur.....	1227
<b>Art. 1647</b> .....	1227
1. Portée de la règle et champ d'application.....	1227
2. Application dans le cadre d'une hypothèque mobilière avec dépossession. .	1228
A. Créance représentée par un titre négociable.....	1229
B. Créance représentée par un titre non négociable.....	1229
<b>Art. 1648</b> .....	1230
1. Notions générales.....	1230
2. Moyens de défenses.....	1231
3. Avantage.....	1231
<b>Art. 1649</b> .....	1231
1. Notions générales.....	1232
<b>Art. 1650</b> .....	1232
1. Notions générales.....	1232
2. Recours du porteur.....	1233
Section II – De la subrogation.....	1233
<b>Art. 1651</b> .....	1233
1. Notions générales et portée de la règle... .	1234
A. Définition et objectif.....	1235
B. Subrogation et cession de créance... .	1236
2. Effets de la subrogation.....	1238



A.	Effets entre le débiteur et le créancier subrogeant.....	1238
1)	Paiement total.....	1238
2)	Paiement partiel.....	1239
3)	Pluralité de tiers subrogés.....	1239
B.	Effets entre le débiteur et le tiers subrogé.....	1240
C.	Effets entre le débiteur et la caution.....	1241
D.	Effets entre le créancier subrogeant et le tiers subrogé.....	1243
E.	Effets à l'égard des tiers.....	1244
<b>Art. 1652</b>	.....	1244
1.	Sources de la subrogation.....	1245
2.	Illustrations.....	1246
<b>Art. 1653</b>	.....	1246
1.	Conditions générales de validité.....	1247
A.	Consentement express.....	1247
B.	Formes de la convention.....	1248
<b>Art. 1654</b>	.....	1249
1.	Notions générales.....	1250
A.	Conditions de validité.....	1250
1)	La concomitance du paiement et du consentement à la subrogation.....	1250
a)	L'intention des parties.....	1251
2)	Le consentement du débiteur... ..	1253
B.	Conditions d'opposabilité.....	1253
<b>Art. 1655</b>	.....	1254
1.	Notions générales.....	1255
A.	Évolution et portée de la règle.....	1255
B.	Objectif et caractère de la disposition.....	1257
C.	Obligation à terme.....	1260

1) Exception : article 10(1) de la <i>Loi sur l'intérêt</i> .....	1261
2. Conditions de validité .....	1261
A. Formalités exigées par l'article 1655 C.c.Q. ....	1261
B. Offre et consignation .....	1262
3. Distinction avec la novation .....	1262
<b>Art. 1656</b> .....	1263
1. Notions générales .....	1265
2. Les différents cas de subrogation légale .....	1265
A. Cas prévus à l'article 1656(1) C.c.Q. . .	1265
B. Cas prévus sous l'article 1656(2) C.c.Q. ....	1266
C. Cas prévus sous l'article 1656(3) C.c.Q. ....	1267
1) Conditions d'existence .....	1268
a) La solidarité .....	1269
b) L'intérêt .....	1274
2) Renonciation .....	1275
3) Exception de subrogation en matière de cautionnement . . .	1275
D. Cas prévus sous l'article 1656(4) C.c.Q. ....	1276
E. Cas prévus sous l'article 1656(5) C.c.Q. ....	1276
1) Assurances : application et limites .....	1277
3. Les effets de la subrogation légale .....	1280
A. Distinctions au niveau des effets . . .	1280
<b>Art. 1657</b> .....	1282
1. Notions générales et portée de la règle . .	1282
<b>Art. 1658</b> .....	1287
1. Notions générales et portée de la règle . .	1288

<b>Art. 1659</b> .....	1290
1. Notions générales et portée de la règle ..	1290
Section III – De la novation.....	1292
<b>Art. 1660</b> .....	1292
1. Généralités.....	1293
2. Notions générales et conditions de validité .....	1293
A. Définition.....	1293
B. Conditions de validité .....	1294
1) Consentement libre et éclairé. . .	1294
2) Validité du contrat initial. ....	1295
3. Différents types de novation .....	1296
A. Novation par substitution de dette ..	1296
1) Conditions d’existence .....	1297
2) Formes.....	1298
a) Changement d’objet .....	1299
b) Changement de cause.....	1299
c) Changement de modalités ..	1300
d) Incompatibilité des obligations et des recours ..	1301
B. Novation par substitution de débiteur .	1302
1) Conditions d’existence .....	1302
2) La fusion de l’entreprise débitrice avec une autre entreprise .....	1304
C. Novation par changement de créancier.....	1304
1) Conditions d’existence .....	1305
2) Cas du locateur qui poursuit le sous-locataire .....	1306
<b>Art. 1661</b> .....	1306
1. Notions générales .....	1306
2. La novation doit être évidente.....	1307
A. Stipulation expresse .....	1309
B. Cas où il y a un doute.....	1310

C. Intention tacite.....	1311
1) Comportement du débiteur.....	1313
2) Comportement du créancier.....	1313
3) L'obligation de renseigner.....	1315
<b>Art. 1662.....</b>	<b>1319</b>
1. Généralités.....	1319
A. Droit de réserve du créancier.....	1320
1) Distinction avec la novation par substitution du débiteur.....	1321
2. Étendue de la règle.....	1322
3. Droit de la caution.....	1322
4. Novation intervenue avec l'un des codébiteurs solidaires.....	1323
<b>Art. 1663.....</b>	<b>1323</b>
1. Généralités.....	1324
2. Inopposabilité des moyens de défense ...	1324
3. Sûretés réelles liées à l'obligation initiale.....	1325
<b>Art. 1664.....</b>	<b>1327</b>
1. Notion et portée de la règle.....	1328
<b>Art. 1665.....</b>	<b>1328</b>
1. Principe.....	1329
2. Effets de la novation à l'égard des autres codébiteurset de la caution.....	1329
3. Les effets du refus de l'accession par les autres codébiteurs solidaires.....	1331
<b>Art. 1666.....</b>	<b>1332</b>
1. Notions générales et portée de la règle ...	1332
Section IV – De la délégation.....	1333
<b>Art. 1667.....</b>	<b>1333</b>
1. Généralités.....	1333

2.	Notions générales .....	1334
A.	Parties à la délégation.....	1334
B.	Consentement .....	1334
3.	Types de délégations .....	1336
A.	Délégation parfaite .....	1336
B.	Délégation imparfaite .....	1337
1)	Notions générales.....	1337
2)	Avantages pour le créancier .....	1338
3)	Sources de la délégation imparfaite .....	1339
4)	Délégation imparfaite et indication de paiement .....	1340
5)	Distinction : Délégation imparfaite et stipulation pour autrui .....	1342
6)	Délégation et cession de dette.....	1343
<b>Art. 1668</b>	.....	1346
1.	Généralités .....	1346
2.	Portée de la règle et champ d'application .....	1347
A.	Délégation imparfaite .....	1347
B.	Délégation parfaite .....	1349
<b>Art. 1669</b>	.....	1351
1.	Généralités .....	1352
2.	Notions et portée de la règle .....	1352
3.	Rapports entre délégué et délégant.....	1353
A.	Recours récursoire et action en nullité du contrat.....	1354
<b>Art. 1670</b>	.....	1355
1.	Notions et portée de la règle .....	1355
2.	Champs d'application .....	1356

<b>Chapitre huitième – De l’extinction de l’obligation</b> . . . . .	1357
Section I – Disposition générale . . . . .	1357
<b>Art. 1671</b> . . . . .	1357
1. Généralités . . . . .	1358
2. Libération du débiteur par le comportement du créancier . . . . .	1359
3. Autres textes de loi à effet extinctif . . . . .	1359
Section II – De la compensation . . . . .	1360
<b>Art. 1672</b> . . . . .	1360
1. Notions générales . . . . .	1361
2. Les différents types de compensation . . . . .	1361
A. La compensation légale . . . . .	1361
B. La compensation conventionnelle . . . . .	1362
1) Compensation en cas d’insolvabilité . . . . .	1363
a) Paiements antérieurs à la faillite . . . . .	1363
b) Paiements postérieurs à la faillite . . . . .	1364
C. La compensation judiciaire . . . . .	1364
3. Conditions générales relatives à la compensation légale . . . . .	1367
A. Réciprocité des dettes . . . . .	1367
1) Cas d’application . . . . .	1368
B. Renonciation . . . . .	1369
4. Créances ne pouvant faire l’objet d’une compensation . . . . .	1369
A. Taxes et impôts . . . . .	1369
B. Dette entre employeur et employé . . . . .	1370
C. Allocations familiales et pensions alimentaires . . . . .	1370
D. Prestations d’aide financières particulières . . . . .	1371

<b>Art. 1673</b> .....	1372
1. Généralités.....	1372
2. Conditions relatives à la compensation légale.....	1372
A. Qualité de la créance.....	1373
1) La créance doit être certaine . . .	1373
2) La créance doit être liquide . . .	1375
3) La créance doit être exigible . . .	1376
4) Aucune créance ne doit être éteinte.....	1377
B. Conditions relatives à la nature des créances . . . . .	1378
C. Conditions relatives à la compensation légale en cas d'insolvabilité . . . . .	1379
3. Conditions relatives à la compensation judiciaire.....	1381
A. Éléments distinctifs de la compensation judiciaire.....	1381
B. Effet rétroactif.....	1382
C. Considérations essentielles du tribunal.....	1382
D. Liquidité de la dette.....	1383
E. Nécessité de la demande reconventionnelle.....	1384
4. Compensation conventionnelle . . . . .	1386
<b>Art. 1674</b> .....	1387
1. Notions et portée de la règle . . . . .	1387
<b>Art. 1675</b> .....	1388
1. Notions et portée de la règle . . . . .	1388
<b>Art. 1676</b> .....	1390
1. Principe général . . . . .	1390
2. Exceptions . . . . .	1391
A. Acte fait avec l'intention de nuire . . .	1391

B. Créance ne pouvant faire l'objet d'une compensation . . . . .	1392
1) La compensation de créance alimentaire . . . . .	1393
C. Compensation des sommes déposées en institution bancaire . . . . .	1394
D. Salaire d'un employé . . . . .	1396
<b>Art. 1677</b> . . . . .	1397
1. Notions et portée de la règle . . . . .	1397
<b>Art. 1678</b> . . . . .	1398
1. Généralités . . . . .	1399
A. Solidarité passive . . . . .	1399
B. Solidarité active . . . . .	1400
<b>Art. 1679</b> . . . . .	1401
1. Notions et portée de la règle . . . . .	1401
<b>Art. 1680</b> . . . . .	1403
1. Notions et champ d'application . . . . .	1404
A. Acceptation pure et simple du débiteur de consentir à la cession de créance . . . . .	1404
B. Refus du débiteur de consentir à la cession de créance . . . . .	1405
C. Droit de la consommation . . . . .	1406
<b>Art. 1681</b> . . . . .	1407
1. Notions et champ d'application . . . . .	1407
A. Saisie-arrêt . . . . .	1407
2. Faillite . . . . .	1408
<b>Art. 1682</b> . . . . .	1409
1. Notions et portée de la règle . . . . .	1410
2. Exception . . . . .	1411
Section III – De la confusion . . . . .	1411
<b>Art. 1683</b> . . . . .	1411



1. Généralités . . . . .	1412
2. Définition . . . . .	1412
3. Conditions d'existence . . . . .	1412
A. Unité des personnes . . . . .	1412
B. Unité des patrimoines . . . . .	1414
4. Champ d'application . . . . .	1414
5. Effets . . . . .	1416
6. Distinction entre compensation et confusion . . . . .	1417
<b>Art. 1684</b> . . . . .	1417
1. Généralités . . . . .	1418
2. Concours des qualités de créancier et de débiteur . . . . .	1418
3. Concours des qualités de caution et de créancier ou de caution et de débiteur principal . . . . .	1418
<b>Art. 1685</b> . . . . .	1419
1. Généralités . . . . .	1419
2. Solidarité passive . . . . .	1420
3. Solidarité active . . . . .	1420
4. Codébiteur insolvable . . . . .	1420
<b>Art. 1686</b> . . . . .	1421
1. Généralités . . . . .	1421
2. Principe . . . . .	1422
3. Exceptions . . . . .	1423
Section IV – De la remise . . . . .	1424
1. Introduction . . . . .	1424
2. Notions et définition . . . . .	1424
3. Condition de validité . . . . .	1425
A. Conditions de fond . . . . .	1426

B. Conditions de forme . . . . .	1426
4. Remise totale et remise partielle . . . . .	1427
<b>Art. 1688</b> . . . . .	1429
1. Généralités . . . . .	1429
2. Types de remise . . . . .	1430
A. Remise expresse . . . . .	1430
B. Remise tacite . . . . .	1430
3. Nature de l'acte . . . . .	1432
A. Acte à titre onéreux . . . . .	1432
B. Acte à titre gratuit . . . . .	1432
<b>Art. 1689</b> . . . . .	1434
1. Généralités . . . . .	1435
2. Remise du titre au débiteur . . . . .	1435
A. Remise volontaire du titre . . . . .	1435
B. Preuve de la remise . . . . .	1435
3. Remise du titre à un débiteur solidaire . . . . .	1436
<b>Art. 1690</b> . . . . .	1437
1. Généralités . . . . .	1438
2. Effets de la remise expresse de dette . . . . .	1438
A. Solidarité passive . . . . .	1438
1) Distinction avec la remise de solidarité . . . . .	1441
2) Responsabilité <i>in solidum</i> . . . . .	1442
B. Solidarité active . . . . .	1444
<b>Art. 1691</b> . . . . .	1445
1. Généralité . . . . .	1445
2. Notions et portée de la règle . . . . .	1445
A. Extinction de l'accessoire . . . . .	1445
B. Renonciation expresse . . . . .	1446
C. Sûretés personnelles et sûretés réelles . . . . .	1446

3.	Distinction entre la renonciation à l'hypothèque et renonciation à la publication de celle-ci . . . . .	1446
<b>Art. 1692.</b>		1448
1.	Généralités . . . . .	1448
2.	Libération de la caution en raison d'une remise expresse . . . . .	1449
A.	Bénéfice de la division . . . . .	1449
B.	Renonciation au bénéfice de la division . . . . .	1450
3.	Libération de la caution en raison d'un paiement . . . . .	1451
Section V –	De l'impossibilité d'exécuter l'obligation . . . . .	1452
<b>Art. 1693.</b>		1452
1.	Portée de la règle et champ d'application . . . . .	1452
2.	Charge des risques . . . . .	1453
A.	Contrat translatif du droit de propriété . . . . .	1453
B.	Contrat non translatif du droit de propriété . . . . .	1454
C.	Exceptions: Régimes particuliers . . . . .	1455
3.	Conditions pour l'exonération du débiteur . . . . .	1456
A.	Preuve de la force majeure . . . . .	1456
1)	L'application de la défense d'exonération . . . . .	1457
2)	Obligation solidaire . . . . .	1457
3)	Obligation de garantie . . . . .	1458
B.	Absence de faute de la part du débiteur . . . . .	1458
1)	Obligation de moyens . . . . .	1459
2)	Obligation de résultat . . . . .	1460
3)	Obligation de garantie . . . . .	1460
4)	Partage de responsabilité . . . . .	1461

4.	Obstacles à la libération du débiteur . . . . .	1461
A.	Mise en demeure . . . . .	1461
1)	Principe général . . . . .	1461
2)	Exception . . . . .	1462
B.	Acceptation conventionnelle des risques . . . . .	1462
5.	Effets de l'exonération du débiteur . . . . .	1463
<b>Art. 1694.</b>	. . . . .	1467
1.	Généralités . . . . .	1467
2.	Inexécution totale de l'obligation . . . . .	1468
A.	Contrat translatif du droit de propriété . . . . .	1468
B.	Contrat non translatif du droit de propriété . . . . .	1468
3.	Exécution partielle ou totale de l'obligation par le créancier . . . . .	1469
Section VI – De la libération du débiteur . . . . .		1471
<b>Art. 1695.</b>	. . . . .	1471
1.	Notions générales . . . . .	1472
2.	Distinctions avec la prise en paiement . . . . .	1473
3.	Conditions d'application . . . . .	1474
A.	Condition relative à l'acquisition du bien par la vente en justice . . . . .	1475
B.	Condition relative à l'acheteur . . . . .	1475
C.	Condition relative au bien . . . . .	1476
4.	La libération du débiteur . . . . .	1476
A.	Libération de plein droit du débiteur . . . . .	1476
B.	Libération du tiers . . . . .	1477
C.	La renonciation à la libération par le débiteur . . . . .	1477
5.	La notion de valeur marchande . . . . .	1479

6. La revente de l'immeuble par le créancier . . . . .	1481
7. L'hypothèque légale . . . . .	1483
<b>Art. 1696</b> . . . . .	1485
1. Généralités . . . . .	1485
2. Fardeau de la preuve . . . . .	1486
3. Notion de connivence . . . . .	1487
4. Notion de personne avec qui le créancier est lié . . . . .	1487
<b>Art. 1697</b> . . . . .	1488
1. Champ d'application et portée de la règle . . . . .	1488
A. Libération de plein droit du débiteur . . . . .	1489
B. Libération judiciaire du débiteur . . . . .	1489
<b>Art. 1698</b> . . . . .	1490
1. Portée de la règle . . . . .	1490
2. Libération du débiteur principal . . . . .	1491
3. Renonciation à la libération par le débiteur ou la caution . . . . .	1492
<b>Chapitre neuvième – De la restitution des prestations</b> . . . . .	1495
Section I – Des circonstances dans lesquelles a lieu la restitution . . . . .	1495
<b>Art. 1699</b> . . . . .	1495
1. Généralités . . . . .	1495
2. Champs d'application . . . . .	1496
A. Résiliation de contrat . . . . .	1497
B. Restitution par l'État ou un organisme public . . . . .	1498
C. Contrat de consommation . . . . .	1499
D. Révocation d'une donation . . . . .	1499

3.	La restitution doit être demandée dans les procédures. . . . .	1500
4.	Le pouvoir discrétionnaire du tribunal . . .	1500
	A. Étendue du pouvoir . . . . .	1500
	B. Considérations du tribunal . . . . .	1504
	1) Contrat illicite ou immoral . . . . .	1504
	2) Conduite des parties . . . . .	1507
	3) Exécution partielle de l'obligation . . . . .	1509
	4) Contrat à exécution successive. . .	1509
	5) L'impossibilité de restitution par l'une des parties. . . . .	1510
5.	Obligation de consignation. . . . .	1511
Section II – Des modalités de la restitution. . . . .		1512
<b>Art. 1700</b> . . . . .		1512
1.	Notions générales et portée de la règle . . .	1513
	A. Restitution en nature. . . . .	1513
	1) Contrat à exécution simultanée . .	1513
	2) Contrat à exécution successive. . .	1514
	B. Restitution par équivalent: cas d'application . . . . .	1515
	1) Restitution partielle. . . . .	1517
	2) Moment où s'apprécie l'équivalence . . . . .	1519
	3) Comportement des parties . . . . .	1520
<b>Art. 1701</b> . . . . .		1520
1.	Généralités . . . . .	1521
2.	Cas de perte ou d'aliénation du bien. . . . .	1522
	A. Aliénation à titre gratuit ou à titre onéreux du bien . . . . .	1522
	B. Détermination de la somme à restituer . . . . .	1523
	1) Débiteur de bonne foi. . . . .	1523
	2) Débiteur de mauvaise foi. . . . .	1523

3.	Perte causée par la force majeure . . . . .	1525
A.	Débiteur de bonne foi . . . . .	1525
B.	Débiteur de mauvaise foi . . . . .	1526
<b>Art. 1702</b>	. . . . .	1527
1.	Généralités et portée de la règle . . . . .	1528
A.	Fondements de la règle . . . . .	1528
B.	Situations particulières . . . . .	1529
2.	Critères d'évaluation de l'indemnité . . . . .	1530
A.	Créancier de bonne foi . . . . .	1530
1)	Débiteur de bonne foi . . . . .	1531
2)	Débiteur de mauvaise foi . . . . .	1531
B.	Créancier de mauvaise foi . . . . .	1532
3.	Exceptions . . . . .	1533
A.	Force majeure . . . . .	1533
B.	Perte purement économique . . . . .	1534
<b>Art. 1703</b>	. . . . .	1535
1.	Généralités . . . . .	1536
2.	Les impenses . . . . .	1536
A.	Bien immeuble . . . . .	1537
1)	Les impenses nécessaires . . . . .	1538
2)	Les impenses utiles . . . . .	1538
3)	Les impenses d'agrément . . . . .	1540
B.	Bien meuble . . . . .	1540
<b>Art. 1704</b>	. . . . .	1542
1.	Généralités . . . . .	1542
A.	Débiteur de bonne foi . . . . .	1543
B.	Débiteur de mauvaise foi . . . . .	1544
3.	Exceptions . . . . .	1545
A.	Pouvoir discrétionnaire du tribunal . . . . .	1545
B.	Loi sur les dépôts et les consignations . . . . .	1545

<b>Art. 1705</b> .....	1546
1. Principe général .....	1546
2. Exception .....	1546
<b>Art. 1706</b> .....	1547
1. Généralités .....	1548
A. Le mineur .....	1549
B. Le majeur .....	1550
1) Contrat conclu avant l'ouverture du régime de protection.....	1550
2) Majeur ayant donné un mandat d'inaptitude .....	1552
2. Notion de faute lourde ou intentionnelle ..	1553
A. Notion de faute intentionnelle .....	1554
B. Notion de faute lourde.....	1554
Section III – De la situation des tiers à l'égard de la restitution .....	1555
<b>Art. 1707</b> .....	1555
1. Généralités .....	1556
2. Acte d'aliénation à titre onéreux.....	1556
A. Tiers de bonne foi.....	1557
1) Inscription du Registre de la publicité des droits.....	1558
2) Déclaration assermentée relativement aux créanciers de l'entreprise .....	1559
B. Tiers de mauvaise foi.....	1559
3. Acte d'aliénation à titre gratuit.....	1559
4. Les autres actes.....	1560
<b>Table de la législation</b> .....	1563
<b>Index analytique</b> .....	1589